



INTERNATIONAL
LABOUR NETWORK
OF SOLIDARITY
AND STRUGGLES

www.laboursolidarity.org

Délégation à HK du Réseau syndical international de solidarité et de luttes

En Chine, à Hong Kong et partout dans le monde, "les travailleurs ne sont pas des esclaves"

4/12/2017 Déclaration du Réseau syndical international de solidarité et de luttes

CSP Conlutas (Brésil) et l'Union syndicale Solidaires (France), représentant le Réseau syndical international, se sont rendus à HK à l'invitation des camarades de la confédération syndicale HKCTU (Hong Kong Confederation of Trade Unions). La délégation a également rencontré des représentants de la société civile, des féministes et des militantes travaillant comme domestiques.

Le premier enseignement de ces rencontres est que la situation à HK est très inquiétante en ce qui concerne les droits fondamentaux, les droits des salariés, les droits des femmes, la situation sociale et les libertés civiques.

En Chine continentale, nous savions déjà que le pouvoir central était en train de restreindre de façon drastique les libertés et les droits des travailleurs et travailleuses. Une nouvelle loi contre les ONG étrangères a été adoptée par le régime de Pékin. Mais étant donné que les ONG basées à HK en sont la cible principale, il apparaît que le principe "Un pays, deux systèmes" (qui désigne le statut de Région administrative spéciale de Hong Kong depuis son rattachement à la Chine en 1997), tourne en réalité à "Un pays sous un pouvoir unique, central et autoritaire", celui de la Chine continentale. La loi adoptée par le régime de Pékin a commencé à être appliquée depuis le 1er janvier 2017. Son but est de contrôler strictement et d'encadrer (ou supprimer) les activités en Chine continentale de toutes les ONG étrangères, y compris celles basées à HK et Macao. Parmi les cibles du gouvernement figurent les ONG soutenant les travailleurs et travailleuses et les aidant à s'auto-organiser. Le régime de Pékin veut que les ONG orientées vers le monde du travail ne puissent plus intervenir, sauf depuis Hong Kong, et encore de façon de plus en plus limitée étant donné les risques qu'elle encourent. Le gouvernement veut clairement que l'unique centrale syndicale chinoise, contrôlée par le régime, soit la seule ayant légalement le droit de représenter les travailleurs en Chine continentale. Il s'agit là clairement d'une attaque contre la démocratie, la justice sociale et la liberté.

Le gouvernement chinois montre par d'autres moyens son mépris des travailleurs, spécialement des plus pauvres et des migrant-es venu-es des régions intérieures.

Comme nous le savons, la Chine est un modèle de capitalisme sauvage, montrant son véritable visage : l'autoritarisme. Ainsi, simultanément, la spéculation immobilière frappe les plus pauvres. Des immeubles sont détruits pour en construire de nouveaux, plus rentables. Les populations les plus pauvres sont victimes d'expulsions sauvages dans plusieurs villes de Chine continentale. Les personnes concernées sont des travailleurs et travailleuses pauvres, sans salaire décent et sans

sécurité sociale, une situation qui rappelle la condition de la classe ouvrière au 19ème siècle. Depuis les régions rurales les plus pauvres de la Chine, de nombreux travailleurs et travailleuses migrantes, sont venus dans les grandes villes pour trouver du travail. Lorsqu'ils et elles sont expulsés-es de leur logement, ils et elles perdent simultanément leur emploi. La semaine dernière, un incendie d'origine suspecte a détruit des immeubles à Pékin et leurs habitants ont été purement et simplement chassés. Plus de 300 personnes sont concernées.

Pour ces raisons, un collectif a été formé à Hong Kong en solidarité avec les personnes ayant perdu leur logement. A l'invitation de la centrale syndicale HKCTU, et au nom du Réseau syndical international, nous avons participé à cette manifestation car nous sommes profondément convaincus de la nécessité d'organiser les luttes au niveau national. Pendant la manifestation, les participantEs criaient " les travailleurs ne sont pas des esclaves" ! Voir à ce sujet ci-dessous la déclaration "Stop à l'éviction violente des citadins pauvres - Respectez le droit au logement de la population " initiée par HKCTU et des ONG comme CLB, AMRC, SACOM, etc.

<https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSfN79LgqAMvotgJgjRKPDRUuwm6QP2E9frYLEPRj5LkWhHGGg/viewform>

Lors de cette délégation, nous avons également eu l'opportunité de constater les multiples formes d'exploitation que les multinationales mettent en place dans tous les pays du monde.

Cela concerne par exemple Apple qui fait fabriquer ses iPhone à Shenzhen (Chine) par une multinationale basée à Taïwan. En raison de leurs conditions de travail, les travailleurs et travailleuses de Foxconn sont victimes d'accidents du travail, ils sont sous-payés, et un certain nombre d'entre eux ont fini par se suicider. En Chine, sont également implantées de nombreuses multinationales européennes exploitant les travailleurs chinois avec l'accord du gouvernement.

Au Brésil, les travailleurs de l'automobile de chez Chery (une multinationale chinoise) sont soumis à la pression du propriétaire de l'entreprise.

Partout dans le monde, nous avons affaire à la règle commune aux multinationales, celle du capitalisme sauvage, la loi du plus fort.

Avec les camarades que nous avons rencontré-e-s à Hong Kong, nous sommes plus que jamais en accord sur la nécessité de nous organiser au niveau international, pour construire la solidarité et les luttes au niveau international, pour dire « Stop MultiXploitation ! », c'est-à-dire pour stopper les multiples formes d'exploitation des travailleurs et travailleuses dans le monde dont sont responsables les multinationales, au nom de la logique du profit au détriment de l'humain.

Nos organisations, au travers du Réseau syndical international, continueront à travailler en ce sens.

Union
syndicale
Solidaires

**S
T
O
P** **multiXploitation**
multinationales
exploitations multiples

Union
syndicale
Solidaires

CSP
Coalutas
CENTRAL SINDICAL E POPULAR

